

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 03/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



HOLCIM HAUT RHIN (carrière)

1 Route de Thann
68130 Altkirch

Références : 0006700195_2023_05_16_Holcim_ViPPC
Code AIOT : 0006700195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement HOLCIM HAUT RHIN (carrière) implanté STEINGRUBE 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 27/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT RHIN (carrière)
- STEINGRUBE 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HOLCIM Haut-Rhin exploite une carrière de calcaire et de marnes à Altkirch. Les calcaires sont abattus à l'explosif, alors que les marnes sont extraites à la pelle. Les matériaux extraits sont destinés à la cimenterie, qui est alimentée par bandes transporteuses.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'exploitation ;
- Prélèvements d'eau ;
- Mesures d'évitement, de réduction et suivi écologique ;
- Dispositions relatives à l'accueil de déchets non inertes non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Limitation des flux d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 5.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, articles 1.2.1 et 5.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Espèces exotiques envahissantes	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Mesures d'accompagnement pour le Petit gravelot	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Gestion des phragmitaies	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Développement d'une zone de hauts-fonds	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Gestion des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois
12	Suivis écologiques - actions correctives	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Stockage des déchets non dangereux non inertes	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	Plateforme d'accueil des déchets non dangereux non inertes	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.2.1	/	Sans objet
2	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.4.2	/	Sans objet
5	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1	/	Sans objet
6	Suivi de la nidification des oiseaux rupestres	Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence de nombreuses non-conformités. Elles concernent :

- le dépassement du volume d'eau prélevable autorisé ;
- le suivi écologique, ainsi que la mise en oeuvre de certaines actions correctives préconisées par les organismes de suivi.

En conséquence, une mise en demeure est proposée pour les prescriptions concernées.

L'accueil de déchets non dangereux non inertes fait également l'objet de remarques qui nécessitent la mise en oeuvre d'actions adaptées dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés : [...] <ul style="list-style-type: none"> - les zones particulières de préservation écologiques ; [...].
Constats : L'exploitant a présenté le plan du 19 août 2022, établi à l'échelle 1/2000. L'Inspection observe que certaines zones de préservation écologique ne sont pas représentées (mare E3a, autres mares pérennes).
Observations : L'Inspection note que l'échelle mise en oeuvre n'offre pas une résolution suffisamment fine pour apprécier certains éléments, notamment les distances de sécurité. A cet égard, une échelle d'au maximum 1/1500 serait plus adaptée. Lors de la prochaine mise à jour du plan, il convient que l'exploitant établisse un plan à l'échelle 1/1500 au maximum et que l'ensemble des zones de préservation écologiques pérennes y soient indiquées.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.6.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure annuellement que la part de prélèvement d'eau dans le plan d'eau Nord de la carrière est inférieure au débit global d'alimentation en eau de ce plan d'eau Nord, il en tient informé l'inspection au plus tard le 31 janvier de l'année [n+1] s'agissant du prélèvement annuel pour l'année [n].
Constats : L'exploitant dispose d'un outil lui permettant d'évaluer la part de prélèvement d'eau dans le plan d'eau Nord de la carrière par rapport au débit global d'alimentation en eau de ce plan d'eau (tableur Excel). Le document présenté fait toutefois l'objet des remarques suivantes : - la pluviométrie est évaluée en comparaison aux données de la station de Bâle - Mulhouse, soit à une vingtaine de kilomètres des installations. Dans ces conditions, la représentativité des données météorologiques utilisées n'est pas justifiée. Par ailleurs, l'Inspection note que les informations prévues par l'article précité ne lui ont pas été communiquées avant le 31 janvier 2023. L'exploitant a toutefois présenté les éléments dans le cadre du présent contrôle.
Observations : Concernant les données utilisées pour évaluer la part des prélèvements par rapport au débit global d'alimentation du plan d'eau, il convient que l'exploitant justifie, <u>dans un délai d'un mois</u> , la représentativité des données météorologiques utilisées. Concernant la communication à l'Inspection de la vérification de la part de prélèvement d'eau du plan d'eau Nord par rapport à son débit global d'alimentation avant le 31 janvier, il n'est pas proposé de suite administrative considérant que l'exploitant a présenté les éléments au cours du contrôle. A l'avenir, il convient que l'exploitant veille à communiquer ces éléments à l'Inspection avant l'échéance prévue.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Limitation des flux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé, consultable par l'inspection des installations classées. Ces éléments sont portés à la connaissance de l'inspection sur simple demande. [...]

<p>Constats : Concernant le relevé des volumes prélevés, il a été constaté que des relevés mensuels sont réalisés. Ils sont consignés dans un registre au format numérique.</p> <p>Concernant le volume prélevé, il a été constaté qu'en 2022, le volume prélevé a été de 26866 m³. Ce volume est significativement supérieur aux prélèvements réalisés les années précédentes (12 469 m³ par an en moyenne sur la période 2017 – 2020, 13172 m³ en 2021).</p> <p>D'après l'exploitant, ce dépassement est lié à des prélèvements supérieurs aux besoins. En effet, lorsque la cimenterie exprime un besoin en eau, une action manuelle permet le prélèvement d'eau. D'après l'exploitant, après apport du volume nécessaire à la cimenterie, l'alimentation en eau n'a pas été interrompue. L'eau envoyée en excès vers le bassin d'eaux industrielles de la cimenterie a été évacuée par le trop plein vers le bassin de confinement, puis rejetée à l'extérieur du site, ou remise en circulation.</p> <p>Au regard des relevés mensuels, cet évènement s'est répété à plusieurs reprises.</p> <p>Il ressort de ces évènements que l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau, ce qui constitue une non-conformité.</p>
<p>Observations : Compte tenu des défaillances organisationnelles observées, l'Inspection invite l'exploitant à mettre en oeuvre des dispositions techniques permettant de limiter les prélèvements aux besoins (asservissement, ...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, articles 1.2.1 et 5.1.1				
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
<p>Prescription contrôlée : Article 5.1.1 [...]</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les limites d'utilisation suivantes et dans les quantités suivantes :</p> <p>Utilisation au niveau de l'usine « Cimenterie » exploitée par HOLCIM HAUT RHIN :</p> <ul style="list-style-type: none"> - débit maximal de prélèvement dans le plan d'eau Nord : 66 m³/h ; - quantité annuelle prélevée inférieure à 5 % de la capacité globale d'alimentation en eau du plan d'eau Nord. A cet effet, l'exploitant doit pouvoir justifier de la capacité globale d'alimentation de ce plan d'eau Nord en tenant compte de la partie de la superficie de la carrière drainée vers ce plan d'eau Nord et de la pluviométrie locale. <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection ces éléments ou doit les communiquer sur simple demande.</p> <p>Article 1.2.1 de l'arrêté du 27 juin 2019</p>				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée
1-2-1-0-2°-	D	(...) prélèvements et installation et ouvrages permettant le prélèvement	Débit maximal de prélèvement de 66 m ³ /h dans le plan d'eau Nord de la	66 m

	(...) ou dans un plan d'eau (...) : 2- D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000m ³ /h ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou à défaut, du débit global d'alimentation du (...) ou du plan d'eau	carrière pour alimenter les besoins de l'usine « Cimenterie ». Capacité de prélèvement inférieure à 5 % du débit global d'alimentation en eau du plan d'eau Nord de la carrière
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un outil permettant d'évaluer la capacité annuelle d'alimentation en eau du plan d'eau (tableur Excel).</p> <p>En 2022, l'alimentation en eau du plan d'eau a été évaluée à 206 936 m³. Le prélèvement correspond ainsi à 12,98 % de la capacité globale d'alimentation en eau du plan d'eau. Il en ressort que le prélèvement a été supérieur à 5 % de la capacité globale d'alimentation en eau du plan d'eau nord.</p> <p>Le seuil d'autorisation associé à la rubrique IOTA 1.2.1.0 a été dépassé.</p> <p>Ce constat constitue une situation irrégulière.</p>		
<p>Observation : Compte tenu du caractère exceptionnel de ce dépassement et des éléments exposés au constat 3, il n'est pas attendu de régularisation administrative.</p> <p>Il convient toutefois que l'exploitant mette en oeuvre des dispositions pérennes permettant d'assurer le respect du prélèvement autorisé. Une mise en demeure est proposée en ce sens.</p> <p>Compte tenu du caractère répété de l'évènement ayant conduit à un prélèvement annuel excédentaire, il convient que l'exploitant présente le rapport prévu à l'article R512-69 du code de l'environnement <u>dans un délai d'un mois</u>.</p> <p>Il y précisera notamment une estimation du volume prélevé de manière excédentaire (sur la base de l'historique des consommations, des volumes rejetés au milieu naturel, ...), ainsi que le retour d'expérience issu de ces évènements et les dispositions mises en oeuvre pour qu'il ne se répète plus.</p> <p>La mise en conformité à cette prescription sera appréciée fin 2023, sur la base du prélèvement réalisé en 2023.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 2 mois		

N° 5 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre, Suivi écologique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mise en œuvre d'un suivi écologique sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> -1- vérifier la mise en place des mesures d'évitement, de réduction d'impact et de développement prévues, ainsi que leur entretien, -2- suivre l'évolution de la composition floristique des milieux prairiaux face au Solidage du Canada (espèce invasive à faucher régulièrement), -3- évaluer l'efficacité des mesures vis-à-vis de la faune et/ou de la flore, en particulier sur des espèces sensibles comme le Sonneur à ventre jaune, le Crapaud calamite et le Cuivré des marais (les oiseaux rupestres seront suivis à part, chaque année) avec une attention particulière pour les habitats de reproduction du Crapaud calamite et du Sonneur à ventre jaune, -4- suivre la présence et l'évolution des oiseaux rupestres comme il en est fait état précédemment, -5- apporter des ajustements aux mesures en cas de besoin <p>Ce suivi prendra la forme de 2 visites par an (en mai et en août) par un bureau spécialisé à compter</p>

de 2019.
<p>Constats : L'exploitant fait réaliser un suivi écologique annuel par deux organismes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'un assure un suivi global (faune hors amphibiens, flore) ; - l'autre un suivi spécifique des amphibiens. <p>Les suivis sont réalisés à une fréquence annuelle.</p> <p>Concernant le suivi global, le rapport de suivi écologique indique que 4 passages ont été réalisés en 2022 (22 mars pour le Grand-Duc d'Europe ; juin pour le cuivré des marais, oeillets superbe et repérage des zones à faucher ; 4 juillet : suivi des fauche des solidages ; 11 juillet : suivi des fauche mécanisée des solidages).</p> <p>En 2022, les amphibiens ont fait l'objet de 3 passages nocturnes et de deux passages en période diurne.</p> <p>Les suivis réalisés sont analysés dans les points de contrôle suivants, en rapport avec les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement contrôlées.</p>
<p>Observation : L'Inspection rappelle qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer que les suivis réalisés et les livrables associés correspondent aux éléments prescrits.</p> <p>Par ailleurs, concernant le nombre de visites à réaliser, il est rappelé que la prescription correspond à au moins 2 visites par an pour chacune des espèces / catégories d'espèces suivies, conformément aux pratiques en vigueur en matière de suivi écologique, afin de disposer d'éléments de suivi représentatifs.</p> <p>Concernant le Cuivré des marais, le rapport de suivi précise qu'aucun individu n'a été observé en 2022. Ce constat est justifié par les conditions météorologiques défavorables aux papillons. L'Inspection rappelle toutefois, que si ce constat se répète, il conviendra que l'organisme de suivi propose des actions correctives adaptées.</p> <p>Enfin, au vu des constats relatifs au détail du suivi écologique précisés dans la suite du rapport et du nombre important de non-conformités relevé, il convient que l'exploitant engage une réflexion globale avec son prestataire sur les modalités de suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suivi de la nidification des oiseaux rupestres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre, Suivi de la nidification des oiseaux rupestres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> -1- suivi annuel à réaliser par un organisme compétent (convention à établir entre le demandeur et l'organisme), en début de saison de reproduction (repérage de la présence éventuelle d'oiseaux s'installant pour nidifier au niveau des fronts visés par l'exploitation ; cibler le Faucon pèlerin, le Grand corbeau et le Grand-duc d'Europe). - 2- en cas d'indices de nidification avérés : <ul style="list-style-type: none"> - ne pas exploiter la section de front de taille où l'espèce niche, et maintenir un périmètre de tranquillité d'un rayon de 100 m minimum tout autour de l'aire de nidification, - identifier ce périmètre (mise en place de « rubalise » au pied et au sommet du front), - interdiction d'exploitation dans le secteur de nidification et zone de tranquillité pendant toute la durée de nidification de l'espèce (au minimum entre mars et juillet, voire à partir de janvier pour le

Grand-duc d'Europe.
Tout site de nidification observé dans la carrière mais non situé sur le secteur autorisé à l'exploitation sera également localisé.
<ul style="list-style-type: none"> - 3- rapport annuel à réaliser comprenant les éléments suivants : - présence/absence d'une espèce rupestre ; - caractéristiques et écologie de l'espèce identifiée ; - localisation de l'aire au sein de la carrière et à proximité si identifiée ; - évolution de l'occupation de la carrière par l'espèce au fil des années ; - évaluation des effets de l'exploitation sur l'espèce au cours de l'année de suivi ; - descriptif des mesures de réduction d'impact mises en place
<p>Constats : Le rapport de suivi écologique 2022 indique que le suivi a été réalisé partiellement, en début d'année uniquement avec un passage le 22 mars 2022.</p> <p>Concernant le Grand-duc d'Europe, le rapport précise que le suivi des naissances n'a pas été fait en 2022 et que le suivi de 2023 permettra de juger le succès de la reproduction.</p> <p>En outre, concernant le faucon pèlerin, le rapport indique <i>"pas d'information sur la nidification de l'espèce en 2022. Le faucon pèlerin niche habituellement dans le nichoir, installé sur une des tours de la cimenterie. Ce nichoir est très régulièrement occupé par l'espèce qui ne cherche pas à s'installer sur les fronts de taille"</i>.</p> <p>Enfin, pour le Grand corbeau, le rapport précise que <i>"l'espèce n'a pas cherché à s'installer sur le site de la carrière en 2022"</i>.</p> <p>Les éléments présentés dans le rapport de suivi écologique sont peu précis concernant les caractéristiques et l'écologie, la localisation, l'évolution de l'occupation dans le temps et l'évaluation des effets de l'exploitation.</p>
<p>Observations : Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer que le suivi et le rendu associé correspondent aux éléments prescrits.</p> <p>A cet égard, il convient qu'il s'assure que le rapport comporte une description précise des éléments prévus (caractéristiques et écologie, localisation, évolution de l'occupation dans le temps, évaluation des effets de l'exploitation, ...).</p> <p>En outre, l'Inspection rappelle que 2 passages annuels sont nécessaires dans le cadre du suivi des oiseaux rupestres.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Espèces exotiques envahissantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre, Espèces exotiques envahissantes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mener un constat régulier quant à la présence d'espèces invasives.</p> <p>Éliminer les espèces invasives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires (pesticides ou d'engrais chimiques), - arrachage manuel ou mécanique à mettre en œuvre
Constats : D'après le rapport de suivi écologique 2022, plusieurs espèces exotiques envahissantes ont été identifiées dans le périmètre de la carrière : solidage (géant et du Canada), Aulne de Corse,

Renouée du Japon et Berberis aquifolium.
Le rapport de suivi écologique 2022 précise que le solidage fait l'objet d'une fauche depuis 2018. En 2022, la fauche a également été réalisée dans les secteurs inaccessibles aux tracteurs. Les résultats sont positifs.
Concernant les autres espèces, le rapport précise que quelques jeunes sujets d'Aulne de Corse ont été revus en 2020 et que quelques très grosses souches sont à dessoucher, mais que le bilan est positif.
Le rapport indique qu'une intervention doit également être réalisée contre la Renouée du Japon et Berberis aquifolium.
L'Inspection observe que ces remarques étaient déjà mentionnées dans le rapport de suivi 2021, mais qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une suite adaptée de la part de l'exploitant.
L'absence de traitement de ces espèces constitue une non-conformité.
Observation : Concernant le solidage, il est rappelé que l'ensemble des zones colonisées sont à traiter dans le périmètre de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Mesures d'accompagnement pour le Petit Gravelot

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre, Petit gravelot
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivi et Aménagements spécifiques favorables au Petit Gravelot : [...] <ul style="list-style-type: none"> - vérification à la période de reproduction sur tout le site, et notamment dans le secteur sud-est du site, de l'absence d'œuf, et en cas de découverte balisage du secteur selon les recommandations de l'organisme chargé du suivi avec interdiction de circulation sur ce secteur, - informations quant au suivi (dates), constats et mesures prises à porter sur rapport
Constats : Le rapport de suivi écologique 2021 précise que le suivi des sites occupés par le Petit gravelot débutera en 2022. En 2022, le rapport précise que le suivi des sites occupés par le Petit gravelot débutera en 2023. Au cours du contrôle, il a été indiqué qu'aucun passage n'a été réalisé en 2023 au cours de la période de reproduction afin de s'assurer de l'absence d'oeuf. Ce constat constitue une non-conformité.
Observations : La période de nidification étant d'avril à juin, la mise en conformité ne pourra pas être vérifiée en 2023. Il convient que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires pour que le suivi soit réalisé en 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Gestion des phragmitaies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre, suivi annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1- Pour les Phragmitaies déjà présentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en rive Est de l'étang Sud actuel, - à proximité de l'étang Nord-Est (mare et dépression au Nord de l'étang Nord-Est), respecter les dispositions « Mesures d'évitement » du présent article. <p>2- Pour le futur étang Sud-Est, l'exploitant doit s'assurer et/ou prendre les dispositions nécessaires au développement des Phragmitaies/roselière en rive Est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le futur étang doit réalisé au plus tard le 31 décembre 2024, - sa superficie sera d'environ 7000 m², - mise en place d'une roselière : en cas d'absence de développement spontané d'une roselière dans un délai de 1 an après réalisation de l'étang Sud-Est, l'exploitant procède à la plantation d'une roselière avec l'utilisation du Roseau commun Phragmites australis ou d'autres espèces telles que la Baldingère Phalaris arundinacea, plus tolérante à l'assèchement, ou la Massette à larges feuilles Typha latifolia, mais : <ul style="list-style-type: none"> • ne planter qu'une espèce par zone de phragmitaie, • favoriser le Roseau phragmite susceptible d'accueillir de nombreux oiseaux et insectes, <p>3- Réaliser le suivi du développement des roselières : suivi annuel</p> <p>Constats : Pour cette mesure, le rapport de suivi écologique 2022 renvoie vers la mesure d'évitement 1 et indique que la mesure est respectée sans plus de détail. Le rapport ne présente pas de suivi du développement des roselières. Un inventaire floristique a été réalisé en 2021. Il ne présente pas d'information particulière relative au suivi des phragmitaies (état sanitaire, ...).</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>Concernant le point 2, il a été constaté qu'une zone en eau associée à une roselière est déjà présente à l'emplacement du futur étang sud-est. Toutefois, l'exploitant a indiqué que l'aménagement définitif n'a pas été réalisé, une zone voisine devant encore être exploitée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Développement d'une zone de hauts-fonds

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre, Développement d'une zone de hauts-fonds
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Développement progressif en berge Est du plan d'eau Nord d'une zone de hauts fonds, grâce aux eaux de ruissellement chargées en matières en suspension : la surface finale doit être d'environ 3 000 m² (env 170m x 18 m) avec une pente de la zone de hauts fonds très douce (1 à 2%). L'opération de prélèvement d'eau dans le plan d'eau Nord, pour alimenter l'usine « Cimenterie », ne doit pas nuire à la réalisation et au développement de cette zone de hauts-fonds</p> <p>Au cours de l'exploitation, surveiller :</p> <ul style="list-style-type: none"> - régulièrement l'état de développement de la zone de hauts fonds pour éviter une colonisation

<p>par des espèces invasives ; en cas de nécessité procéder à une élimination naturelle de ces espèces invasives,</p> <p>- annuellement :</p> <p>l'état d'évolution de la géométrie de la zone de hauts fonds,</p> <p>le développement de la végétation attendue et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ le secteur à végétation aquatique flottante et immergée (aquatique enracinée ou non, immergée ou semi-immersée) ; ◆ le secteur à végétation hélophytique émergente (inondée en permanence) ◆ le secteur à végétation rivulaire mixte (inondée périodiquement) : favoriser la végétation spontanée est suffisante. <p>Afin d'accueillir la faune plus rapidement, et au vu des conclusions du suivi écologique annuel, le développement de la végétation doit être favorisé en introduisant quelques espèces (en faible quantité), en respectant leurs affinités écologiques et l'étagement en fonction de la profondeur d'eau. Les espèces semées ou plantées doivent être des espèces indigènes à la zone d'étude, présentes sur les secteurs alentours et non remarquables afin d'éviter toute pollution biologique et génétique des populations sauvages</p>
<p>Constats : Le rapport de suivi écologique 2022 précise que le suivi de cette zone de hauts-fonds a débuté en 2021 via l'inventaire floristique de ces milieux. Cet inventaire n'apporte pas d'élément d'appréciation explicite sur la zone de hauts-fonds et le développement de la végétation attendue.</p> <p>L'Inspection note que le rapport de suivi écologique 2022 ne présente pas d'élément d'appréciation relatif au développement de la végétation attendue et qu'en l'état il n'existe pas de suivi annuel.</p> <p>De plus, la géométrie de la zone de hauts-fonds ne fait pas l'objet d'une surveillance annuelle (aucun profil n'est réalisé dans la zone concernée).</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>L'Inspection observe également qu'aucun élément d'appréciation n'est présenté dans les rapports de suivi écologique quant à l'utilité ou non d'introduire des espèces.</p>
<p>Observations : Il convient que les rapports de suivi écologiques statuent explicitement sur le bon développement de la végétation attendue de la zone de hauts-fonds et, le cas échéant, que des mesures correctives soient proposées.</p> <p>La mise en conformité à ces dispositions sera évaluée à réception du rapport de suivi écologique 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Gestion des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Amphibiens</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1/ Prendre des mesures pour empêcher la stagnation d'eau sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la banquette périphérique, - les plates-formes horizontales au pied des fronts, - les pistes, <p>(par ex. mise en place d'une pente et de fossés permettant le drainage des eaux vers les étangs de recueil des eaux pluviales de ruissellement).</p>

<p>2/ Reconnaissance en fin Février/début Mars des milieux aquatiques créés ou qui se seraient créés (lieux de reproduction d'amphibiens) ; l'exploitant doit pouvoir en justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit reconnaissance par un organisme compétent - soit reconnaissance par l'exploitant sous réserve de justifier d'une formation adaptée. <p>3/ Interdiction de destruction de milieux aquatiques créés ou qui se seraient créés (lieux de reproduction d'amphibiens) en période de reproduction des amphibiens (de mars à août) ; report des opérations d'exploitation conduisant à la destruction des milieux non pérennes entre septembre et février inclus</p>
<p>Constats : Le contrôle a été réalisé au cours d'une période pluvieuse, favorable à l'accumulation d'eau dans les zones favorables.</p> <p>Concernant le point 1 de la prescription précitée, il a été constaté que l'exploitant met en oeuvre des dispositions pour limiter les stagnations d'eau.</p> <p>De plus, lorsque des zones de stagnation sont présentes, elles sont matérialisées par un piquet et les chauffeurs ont pour consigne de ne pas y circuler.</p> <p>Il a toutefois été constaté la présence d'une zone d'accumulation d'eau significative (voir photo en annexe), non matérialisée, dans une zone susceptible d'être concernée par le passage d'engins (même si le jour du contrôle, le niveau d'eau ne le permettait pas d'après l'exploitant). Des têtards ont été observés dans cette zone en eau.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de matérialiser la zone et d'y interdire l'accès.</p> <p>Concernant le point 2 de la prescription précitée, l'organisme de suivi assure des passages avant et pendant la période de reproduction et communique ses recommandations à l'exploitant (réalisation d'une visite préalable le 17 mars 2023, puis de deux inventaires le 24 avril et le 02 mai 2023). Il n'existe toutefois pas de trace écrite des recommandations précisées à l'issue de ces passages.</p> <p>Concernant le point 3 de la prescription précitée, il a été constaté que les zones concernées sont matérialisées et évitées. Comme indiqué ci-dessus, une zone a toutefois été oubliée.</p>
<p>Observations : Il est rappelé l'importance de la mise en oeuvre des mesures de limitation de l'accumulation d'eau sur les plates-formes horizontales. En effet, les mares temporaires qui s'y créent ne présentent pas de caractère pérenne et, si elles font l'objet d'une reproduction, sont susceptibles de contribuer à un échec des reproductions réalisées dans ces zones compte tenu de leur assèchement qui peut être rapide.</p> <p>Un examen adapté des zones de travail et de circulation est à réaliser avant la période de reproduction afin d'identifier les zones susceptibles d'accumuler les eaux. Si nécessaire, des travaux sont à réaliser pour favoriser la circulation des eaux.</p> <p>Les travaux d'entretien de ces zones ne peuvent avoir lieu en période de reproduction. En conséquence, il conviendra de se conformer à la prescription pour la prochaine saison de reproduction.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions</p>
<p>Proposition de délais : 7 mois</p>

N° 12 : Suivis écologiques - actions correctives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 2.1.2.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Amphibiens</p>

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rapports de suivi écologique (habitat, faune, flore) doivent permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact. En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles précédemment définies au tableau ci-dessus, des mesures correctives doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées.</p> <p>Constats : Le rapport de suivi des amphibiens 2021 présente des recommandations relatives au réaménagement de trois mares non fonctionnelles (réseau de mares au nord, mare au sud, grande roselière au centre). La réalisation de ces réajustements était préconisée avant le mois de mars. Il apparaît, dans le rapport de suivi des amphibiens 2022, que ces actions n'ont pas été réalisées.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été indiqué qu'elles n'avaient pas été réalisées début 2023. L'exploitant le justifie par l'indisponibilité de l'engin nécessaire, dont la livraison devait intervenir d'ici fin mai. Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>Observation : lorsque des actions correctives sont proposées par les organismes de suivi, l'exploitant est invité à en faire une synthèse et à assurer une traçabilité des actions mises en œuvre.</p> <p>La gestion des mares devra être réalisée en accord avec les recommandations des organismes de suivi et en tenant compte des prescriptions relatives aux phragmitaies (si concernées).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Stockage des déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage, même temporaire, sur dalle non imperméabilisée est interdit dans l'enceinte de la carrière</p> <p>Constats : Il n'a pas été constaté, au cours du contrôle, la présence de déchets non dangereux non inertes dans d'autres zones que les dalles étanches prévues à cet effet.</p> <p>Il a toutefois été indiqué que les laines de roche sont régulièrement déposées en pied de front (banc supérieur) pour être mélangées aux matériaux extraits, avant d'être acheminées vers le concasseur. L'exploitant a indiqué que des réflexions sont en cours pour assurer le mélange au niveau du concasseur.</p> <p>Observations : L'Inspection rappelle que cette observation a déjà été réalisée lors de la visite du 06 octobre 2020. En effet, le rapport du 04 novembre 2020 précise que "Cette façon de mettre en œuvre les déchets constitue un non-respect de la prescription d'exploiter «Tout stockage, même temporaire, sur dalle non imperméabilisée est interdit dans l'enceinte de la carrière.» de l'article 9-3-2 de l'arrêté du 27 juin 2019".</p> <p>Considérant qu'il n'a pas été constaté de dépôt à l'extérieur de la zone aménagée à cet effet, il</p>

n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant présente à l'Inspection, dans un délai de deux mois, des dispositions permettant d'assurer le respect de la prescription précitée en toutes circonstances.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Plateforme d'accueil des déchets non dangereux non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2019, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau permettant le drainage des eaux pluviales de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les 2 dalles sont conçues de façon à ce que toutes les éventuelles égouttures et toutes les eaux pluviales de percolation ou ruissellement de déchets ou de dalles soient intégralement récupérées dans un point bas suffisamment dimensionné (murets autour de la dalle étanche, caniveaux reliés au point bas,...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le réseau de collecte de ces écoulements est déconnecté de tout autre réseau de collecte, - tout rejet de ces égouttures et eaux pluviales de percolation ou ruissellement dans le milieu naturel est interdit ; <p>la totalité des égouttures, jus et eaux pluviales récupérées au niveau du point bas doivent être éliminés comme des déchets.</p> <p>L'état de bonne imperméabilisation de cette dalle étanche, et du point bas de récupération des égouttures et eaux de ruissellement, doit être annuellement vérifié. Un registre de contrôle sera ouvert à cet effet, et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Il a été constaté au cours de la visite que les eaux des dalles "ajout" sont recueillies dans des bassins étanches.</p> <p>L'Inspection a toutefois observé que le bassin associé aux nouvelles dalles "ajout" était rempli à ras-bord (voir photo en annexe).</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'existe pas de dispositif automatique permettant d'assurer le pompage des eaux pour les remettre en circulation sur les dalles.</p> <p>Il a également été indiqué que compte tenu de l'absence de personnel, le dispositif n'avait pas été mis en route le jour du contrôle.</p> <p>S'il n'a pas été observé de débordement du bassin, ce constat pose question quant au dimensionnement du bassin. De plus, l'inspection observe que les dispositions existantes ne permettent pas de garantir le respect de la prescription en toutes circonstances (fortes précipitations pendant un week-end, ...).</p> <p>L'Inspection relève également que le bassin est entouré par une végétation importante et que certains végétaux baignent partiellement dans le bassin.</p> <p>Concernant la vérification de l'imperméabilisation des dalles étanches, il a été constaté que l'exploitant consigne les résultats de contrôles visuels dans un registre informatique.</p> <p>Observations : Considérant qu'il n'a pas été observé de débordement du bassin au cours de la visite, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.</p> <p>Il convient toutefois que l'exploitant mette en oeuvre des dispositions pérennes permettant d'assurer le respect de la prescription précitée (asservissement du déclenchement de la pompe au niveau du bassin, modification de la capacité du bassin, ...).</p> <p>L'exploitant informera l'Inspection, <u>dans un délai de deux mois</u>, des dispositions envisagées et présentera un échéancier de mise en oeuvre.</p>

Il convient également qu'un entretien de la végétation présente autour du bassin soit réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

ANNEXE

I. Mare temporaire non matérialisée sur une piste de circulation



II. Bassin de récupération des eaux pluviales de la nouvelle dalle ajout

